

Siège  
BOULEVARD DE L'HÔTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

**DÉCISION DU PRÉSIDENT**

DU 25 AVRIL 2019

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, LE VINGT-CINQ AVRIL  
L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
À AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HÔTEL DE VILLE

**N°26 – GESTION DES DÉCHETS – CONVENTION ENTRE L'ÉCO-ORGANISME DE LA FILIÈRE DES DÉCHETS DIFFUS  
SPÉCIFIQUES MÉNAGERS (EcoDDS) ET L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL**

**Le président,**

**Vu** l'article R. 543-234 du code de l'environnement, portant sur les déchets ménagers issus des produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement,  
**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,  
**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,  
**Vu** l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au président,  
**Vu** la délibération de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour solliciter auprès de l'État, d'autres collectivités territoriales ou de tout autre organisme public ou privé, l'attribution de subventions dont le montant maximum attendu est inférieur à 1 000 000 €,  
**Vu** le projet de convention entre EcoDDS et l'EPT Paris Terres d'Envol,  
**Vu** le budget de l'EPT Paris Terres d'Envol,

**Considérant** que « DDS ménagers » désigne les déchets ménagers issus des produits des catégories de l'article R.543-228 du code de l'environnement pour lesquelles EcoDDS est agréée, et mentionnés dans l'arrêté du 16 août 2012 fixant la liste des produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement,

**Considérant** les conditions selon lesquelles les collectivités territoriales compétentes en matière de collecte de déchets diffus spécifiques ménagers remettent séparément des déchets diffus spécifiques ménagers, désignés « DDS ménagers » à l'éco-organisme EcoDDS en contrepartie d'un soutien financier de ce dernier.

**DÉCIDE**

- Article 1** De solliciter une subvention à hauteur de 20 000 € pour la collecte des déchets diffus spécifiques ménagers,
- Article 2** De s'engager à financer la part restante à l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,
- Article 3** Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil de territoire.

**Pour extrait conforme**



Le président

**Bruno BESCH**

Accusé de réception en préfecture  
0058097-20190425-26-25-04-2019-AU  
Date de télétransmission : 07/05/2019  
Date de réception préfecture : 07/05/2019